



URBAN Green Education for ENTeRprising Agricultural INnovation

# Urban Green Train Modules et Ressources (IO2)

## **Module 4:** Mise en réseau et Gouvernance



Avec le soutien du programme Erasmus+ de l'Union Européenne

## MODULE 4 “Mise en réseau et gouvernance”

**Coordination** : F. Hoekstra (Fonsation RUAF, NL)

### AUTEURS

|              |  |
|--------------|--|
| Chapitre 4.1 | M. Yvergniaux (Vegepolys, F)   |
| Chapitre 4.2 | J. Kuhns (Toronto Urban Growers, CA); H. Renting (Fondation RUAF, NL)              |
| Chapitre 4.3 | W. Lorleberg, B. Pölling (South-Westphalia Université des Sciences Appliquées, DE) |

Ce travail est protégé par licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivs 2.5 Generic.  
Pour une copie de cette licence, voir <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.5/>



Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission Européenne et l'Agence Nationale Italienne du programme Erasmus+. Cette publication reflète les opinions des seuls auteurs, et les organisations de financement ne peuvent pas être tenues responsables pour toute utilisation qui pourrait être faite de l'information contenue.



## TABLE DES MATIERES

|   |    |
|---|----|
| INTRODUCTION.....                                     | 4  |
| MODULE 4 “Mise en réseau et gouvernance” .....        | 6  |
| Objectifs.....  | 6  |
| Structure .....                                       | 6  |
| Objectifs d’apprentissage.....                        | 7  |
| CONTENU ET RESSOURCES .....                           | 8  |
| 4.1 - Enjeux de la gouvernance et mise en réseau..... | 8  |
| 4.2 – Questions juridiques et politiques .....        | 10 |
| 4.3 – Réseaux et entreprises – le cas COFAMI .....    | 35 |

# INTRODUCTION

Ce module et les ressources pédagogiques relatives ont été développés dans le cadre d'URBAN GREEN TRAIN (URBAN GRGreen Education for ENTteRprising Agricultural INnovation), un projet financé par la Commission Européenne et l'Agence Nationale Italienne pour le Programme ERASMUS+. L'objectif du projet ERASMUS+ URBAN GREEN TRAIN (2014-1-IT02-KA200-003689) est d'encourager les initiatives entrepreneuriales en agriculture urbaine en se basant sur l'échange de connaissance et sur la coopération mutuelle entre différents acteurs, afin de répondre à la demande générale pour l'innovation urbaine verte.

L'un des principaux aboutissements d'Urban Green Train (UGT) est la mise en place de Modules et de Ressources (IO2) spécialement créés comme une boîte à outils utile pour toute personne cherchant à agir directement ou indirectement dans le domaine de l'agriculture urbaine.

L'ensemble comprend 5 Modules convenant à un apprentissage en présentiel ou à distance, pour une durée totale de 150 heures. Le contenu et la structuration des modules a été défini sur la base d'une analyse précise des besoins de formation d'acteurs clés pertinents en agriculture urbaine, conduit par les partenaires du projet dans leurs pays respectifs et illustré dans la publication "[URBAN AGRICULTURE INITIATIVES TOWARD A MINDSET CHANGE](#)". Les modules URBAN GREEN TRAIN sont :

**Module 1 : Introduction au concept et types d'agriculture urbaine**

**Module 2 : Défis liés à l'utilisation des ressources**

**Module 3 : Les types et systèmes de production en agriculture urbaine et circuits courts**

**Module 4 : Mise en réseau et gouvernance**

**Module 5 : Le monde des entreprises et la demande urbaine**

Les Modules et Ressources d'URBAN GREEN TRAIN (IO2) ont été testés au cours d'un cours pilote international d'août 2016 à janvier 2017, à la fois en ligne et sous forme mixte offert à une large gamme de participants venant de différents pays européens et de différents contextes professionnels, à travers la Plateforme e-learning de l'université de Bologne. Grâce aux réactions des participants au cours pilote, tuteurs et experts, les Modules et Ressources ont été améliorés et finalisés et mis à disposition dans le présent document aux institutions d'enseignement supérieur et d'autres organismes de formation publics ou privés, dans le but d'offrir un apprentissage complet et structuré traitant de tous les aspects importants des nouvelles approches entrepreneuriales en agriculture.

Le projet URBAN GREEN TRAIN est coordonné par l'Université de Bologne, Alma Mater Studiorum – Département des Sciences agricoles ([www.scienzeagricarie.unibo.it](http://www.scienzeagricarie.unibo.it)) et développé en coopération avec les partenaires suivants :

- Agreenium / Agrocampus Ouest, Paris, France <https://agreenium.fr>
- Vegepolys, Angers, France [www.vegepolys.eu](http://www.vegepolys.eu)
- South-Westphalia Université des Sciences Appliquées, Département Agriculture, Soest, Allemagne <http://www4.fh-swf.de>.
- Hei-tro GmbH, Dortmund, Allemagne [www.hei-tro.com/](http://www.hei-tro.com/)
- Horticity srl, Bologne, Italie [www.horticity.it](http://www.horticity.it)
- STePS srl, Bologne, Italie [www.stepsuurope.it](http://www.stepsuurope.it)

- Mammut Film srl, Bologne, Italie [www.mammutfilm.it](http://www.mammutfilm.it)
- Grow the Planet, Italie [www.growtheplanet.com](http://www.growtheplanet.com)
- Fondation RUAF, Pays-Bas [www.ruaf.org](http://www.ruaf.org)

Pour plus d'information : [www.urbangreentrain.eu](http://www.urbangreentrain.eu)

# MODULE 4 “Mise en réseau et gouvernance”

## Objectifs

Ce module traite de l'importance des schémas politiques et des réglementations, de la communication avec les acteurs privés et publics, et la construction de réseaux sociaux dans la réussite d'initiatives d'agriculture urbaine. Les cadres politiques et les réglementations peuvent apparaître comme des contraintes pour les initiatives de développement de l'agriculture urbaine, d'autre part offrent des possibilités de soutien. Les réseaux sociaux et de communication sont, de leur côté, sont essentiels pour mobiliser efficacement des ressources et construire des marchés pour des produits ou services spécifiques. Le module couvre différentes approches de gouvernance et met en avant plusieurs cas pratiques de gouvernance et de réseaux de contacts.

## Structure

Le contenu du module 4 est organisé de la manière suivante :

- **4.1 Enjeu de la gouvernance et mise en réseau**
  - 4.1.1 Introduction à la Gouvernance et mise en réseau
- **4.2 Questions juridiques et politiques**
  - 4.2.1 Qu'est-ce que la politique ?
  - 4.2.2 Les dimensions politiques dans l'Agriculture Urbaine
  - 4.2.3 Contraintes limitant le développement de l'AU
  - 4.2.4 Instruments politiques pour l'AU
  - 4.2.5 Exemples de politiques et de réglementations
  - 4.2.6 Politiques et plan d'action : les recommandations essentielles
  - 4.2.7 Les stratégies du lobbying politique
- **4.3 Réseaux et entreprises – Le cas COFAMI**
  - 4.3.1 Réseaux et entreprises

## Objectifs d'apprentissage

Les principaux objectifs d'apprentissage du Module 4 sont les suivants :

| THEME   | TEMPS  | OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE   | ATTENDUS D'APPRENTISSAGE  |
|---|--------|---|---|
| <b>4.1 Enjeux de la gouvernance et mise en réseau</b> | 6,5 h  | <p>Savoir expliquer l'importance des enjeux de gouvernance et des réseaux de contacts pour la réussite des initiatives d'agriculture urbaine.</p> <p>Savoir distinguer les différents acteurs privés, publics et civils, ainsi que leur rôle dans les initiatives d'agriculture urbaine.</p> <p>Savoir mettre en évidence les différentes dimensions de la gouvernance et les niveaux pertinents de cette gouvernance.</p>  | <p>Les participants doivent être capables de :</p> <p>D'identifier les aspects pertinents de la gouvernance et des réseaux de contacts, et niveaux pour la réussite du projet d'agriculture urbaine.</p> <p>D'analyser des exemples concrets de relations de gouvernance et les rôles des différents acteurs.</p>   |
| <b>4.2 Questions juridiques et politiques</b>         | 13,5 h | <p>Savoir expliquer ce qui est pertinent dans les enjeux juridiques et politiques en lien avec l'agriculture urbaine et savoir définir la politique alimentaire.</p> <p>Savoir expliquer les différentes dimensions politiques pertinentes et les principaux instruments politiques de l'agriculture urbaine.</p> <p>Savoir présenter des recommandations Politiques pour soutenir l'agriculture urbaine et décrire des cas de pratiques exemplaires.</p> <p>Pouvoir donner des exemples de la manière dont le lobbying peuvent aider à influencer et orienter les politiques</p> | <p>Les participants doivent être capables de :</p> <p>Définir une politique alimentaire et d'en identifier les dimensions essentielles.</p> <p>Avoir une vue d'ensemble des différents instruments politiques utilisables localement afin de soutenir l'agriculture urbaine.</p> <p>Donner des exemples de politiques d'agriculture urbaine et d'actions de lobbying.</p> |
| <b>4.3 Réseaux et entreprises – Le cas COFAMI</b>     | 5 h    | <p>Savoir présenter le rôle des réseaux sociaux et des actions collectives dans la réussite des initiatives d'agriculture urbaine.</p> <p>Pouvoir donner des exemples d'initiatives collectives et d'arrangements institutionnels entre l'Etat, le marché et la société civile.</p>   | <p>Les participants doivent être capable de:</p> <p>Identifier les formes d'actions collectives et les réseaux sociaux permettant de promouvoir le succès de l'agriculture urbaine.</p> <p>Donner des exemples des meilleures pratiques des réseaux.</p>  |

# CONTENU ET RESSOURCES

## 4.1 - Enjeux de la gouvernance et mise en réseau

### *Introduction*

Les expériences en agriculture urbaine et les modèles sous-jacents sont très différents les uns des autres, tant sur le plan commercial, que sur le plan technique et sociétal. Derrière cette diversité, on retrouve des acteurs sociétaux qui inventent ces projets et qui sont aussi guidés par des valeurs, objectifs et ambitions très différents.

Les facteurs du succès des expériences et modèles d'agriculture urbaine se basent selon plusieurs piliers que constituent les capacités et compétences humaines, les moyens de communication, les différents rôles des acteurs, et les mécanismes qui tiennent compte des aspirations et des souhaits de toutes les parties prenantes concernées. Ceci est important pour la réussite et l'impact de l'agriculture urbaine, car la multifonctionnalité implique que différentes catégories d'acteurs soient incluses dans diverses fonctions.

Les mécanismes de gouvernance et les structures de mise en réseau sont la clés du succès des projets d'agriculture urbaine et doivent être mis en place dès les premiers stades de planification urbaine. Ce sous-chapitre développera plus loin les l'enjeu de la gouvernance et de la mise en réseau.

### 4.1.1 – Introduction à la gouvernance et aux réseaux de contacts

Le diaporama suivant vous donnera une introduction sur les concepts de gouvernance et de réseaux professionnels ainsi que leur importance dans l'agriculture urbaine. Il développera également le rôle des différentes juridictions et niveaux de gouvernement impliqués (local, municipal, départemental, régional, national) et l'importance des liens entre milieux ruraux et urbains. Enfin, il traite également du rôle de la communication entre les différents acteurs/partis prenantes et fournit des outils pour les approches multi-acteurs et l'analyse des divers acteurs.



[4.1.1 PPT presentation](#)





Exercice 4.1.1 (1). Dessinez la chaîne de valeur du projet que vous étudiez à titre d'exemple:

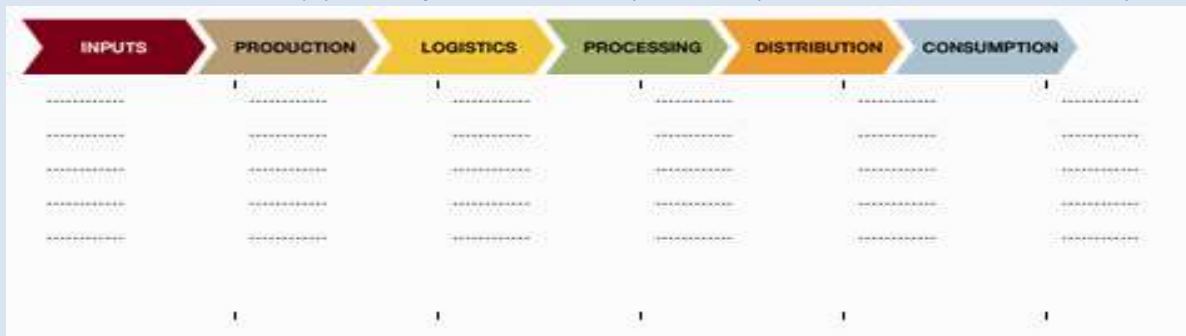
Si vous avez une idée de projet, un projet déjà amorcé ou déjà créé, prenez ce projet comme exemple.

Si vous n'avez pas d'idée ou de projet particulier, je vous propose de choisir l'un de ces deux cas:

- Cas d'étude de Rotterzwam : [Urban Green Train - UA entreprises - Rotterzwam](#)
- Cas d'étude « Les jardins de l'avenir »: [Urban Green Train - UA entreprises - Jardin de l'avenir](#)



Exercice 4.1.1 (2). Identifiez les acteurs pour chaque lien comme dans l'exemple:



Exercice 4.1.1 (3). Quels sont les impacts de ce projet sur le territoire?



Exercice 4.1.1 (4). Quels sont les jeux de pouvoir (influences et pressions) qui peuvent s'immiscer dans votre projet? (Schématiquement)



Exercice 4.1.1 (5): Quels sont les enjeux critiques à prendre en compte et à surveiller dans ce projet? Quels éléments peuvent causer l'échec de votre projet ?

## 4.2 – Questions juridiques et politiques

### *Introduction*

Les questions juridiques et politiques sont au cœur de ce chapitre. Avant d'avoir défini la politique, nous continuerons à examiner les dimensions politiques et les instruments clés de l'agriculture urbaine. Des recommandations politiques seront présentées avec quelques éléments sur la façon de procéder pour le changement des politiques

### 4.2.1 – Qu'est-ce que la politique?

#### *Introduction*

Avant d'introduire les trois dimensions de la politique d'agriculture urbaine dans un prochain sous-chapitre, il est d'abord important de comprendre ce que nous entendons par politique. Dans le cadre de ce cours, nous utiliserons la définition suivante de la politique alimentaire dont la politique d'agriculture urbaine en est un type.

«Une politique alimentaire est une décision, un programme ou un projet approuvée par une agence gouvernementale, une entreprise, ou une organisation qui affecte la production, la transformation, la distribution, l'achat, la protection et l'élimination des aliments. La politique alimentaire fonctionne aux niveaux mondial, national, provincial, régional, local et institutionnel. Les règlements de l'Organisation mondiale du commerce, les politiques de protection sociale, les subventions agricoles et les normes d'étiquetage sont des exemples de politiques de niveau supérieur qui influencent le système alimentaire. »(Vancouver Food Policy Council)

Les exemples de politiques alimentaires incluent:

- les politiques agricoles,
- les politiques de sécurité alimentaire,
- les politiques de la nutrition,
- les politiques de sécurité alimentaire et d'hygiène des réglementations d'étiquetage des aliments
- des politiques du commerce international et le soutien alimentaire,
- des politiques d'achat alimentaire

Bien que nous soyons habitués à réfléchir aux politiques alimentaires aux niveaux national et international, il est important de garder à l'esprit que de nombreux types de politiques alimentaires sont formulés et mis en œuvre dans les villes par les gouvernements locaux et / ou leurs partenaires non gouvernementaux. De plus, les politiques des administrations publiques locales et régionales ont tendance à aborder de plus en plus les problèmes alimentaires. Ces politiques comprennent des:

- Politiques de production alimentaire (comment et où les aliments sont produits dans les villes)
- Politiques de distribution de nourriture (des mesures permettant aux magasins ou des marchés de fermiers d'être localisé dans différentes parties de la ville ou autorisant une vente mobile)

- Politiques de transformation des aliments (politiques qui réglementent les installations de transformation des aliments à petite échelle)
- Les politiques d'accès aux aliments (permettant de distribuer des repas gratuits ou peu coûteux dans certaines structures de la ville)
- Politiques sur les déchets alimentaires (qui guident la collecte et l'élimination des déchets organiques)

Une autre précision importante est que, pour la plupart, nous examinons les politiques agricoles urbaines formulées par les gouvernements (politiques publiques) et / ou par des organisations non gouvernementales. Nous n'étudierons pas les politiques formulées par des entreprises à grande échelle ou des entreprises. Cela ne signifie pas que les politiques agricoles du point de vue du développement économique seront négligées. Cela signifie plutôt que, lorsque nous examinons les politiques de l'agriculture urbaine d'un point de vue économique, nous nous concentrerons sur des interventions et / ou des politiques à petite échelle qui reflètent les partenariats entre les gouvernements locaux et les intérêts privés qui profitent aux communautés locales.

Comme nous l'avons montré, l'agriculture urbaine est un concept dynamique qui implique l'approvisionnement en intrants, la production, l'agro-transformation, la distribution, le marketing et l'élimination des déchets alimentaires dans et autour des zones urbaines. Les mesures et programmes efficaces devraient tenir compte des différents types d'agriculture urbaine et des activités qui y sont rattachées, chacun avec leurs propres caractéristiques, opportunités et limites vis-à-vis de la réalisation des différents objectifs stratégiques.

Enfin, nous soulevons la question, qu'est-ce qui fait une politique efficace? Une politique est susceptible de réussir si:

- Cette politique apparaît comme légitime (perçue comme) et est soutenue par la population requérant une implication importante de la part des populations les plus concernées par cette politique dans son élaboration et dans sa mise en œuvre ;
- Elle cherche à aborder des situations considérées comme largement problématiques, ou à faciliter des développements largement considérés comme souhaitables;
- Elle est basée sur une analyse fine des problèmes et potentiels réels (comme il est fait dans l'analyse de la situation);
- Elle repose sur une vision précise du rôle et du fonctionnement de l'agriculture urbaine;
- Elle définit correctement ses objectifs selon une sélection de mesures et des instruments politiques propres à la compréhension de ces objectifs, produisant ainsi les changements attendus selon les moyens disponibles ;
- Elle a identifié un cadre institutionnel adéquat, une expertise et des sources de financement pour la mise en œuvre et le suivi de ces mesures.

Par conséquent, une politique efficace devrait conduire à:

- Une planification opérationnelle efficace et la mise en œuvre des mesures / instruments politiques mentionnés dans la politique;
- Un examen périodique et adaptation de la politique en fonction des expériences acquises lors de sa mise en œuvre.

Les gouvernements locaux ont le pouvoir de développer différents types d'instruments politiques qui peuvent être appliqués pour soutenir ou réglementer le développement de l'agriculture urbaine. Il s'agit

notamment d'instruments juridiques, économiques, communicatifs et éducatifs, d'urbanisme et de conception. Les politiques de l'agriculture urbaine peuvent interagir et se chevaucher avec d'autres politiques prises par les gouvernements des villes, créant ainsi de multiples avantages pour les citoyens. Chaque instrument est basé sur une hypothèse spécifique concernant la manière dont le comportement des acteurs de la société peut être influencé. Ces aspects seront abordés dans le sous-chapitre suivant.

## 4.2.2 – Dimensions politiques de l'agriculture urbaine

### *Introduction*

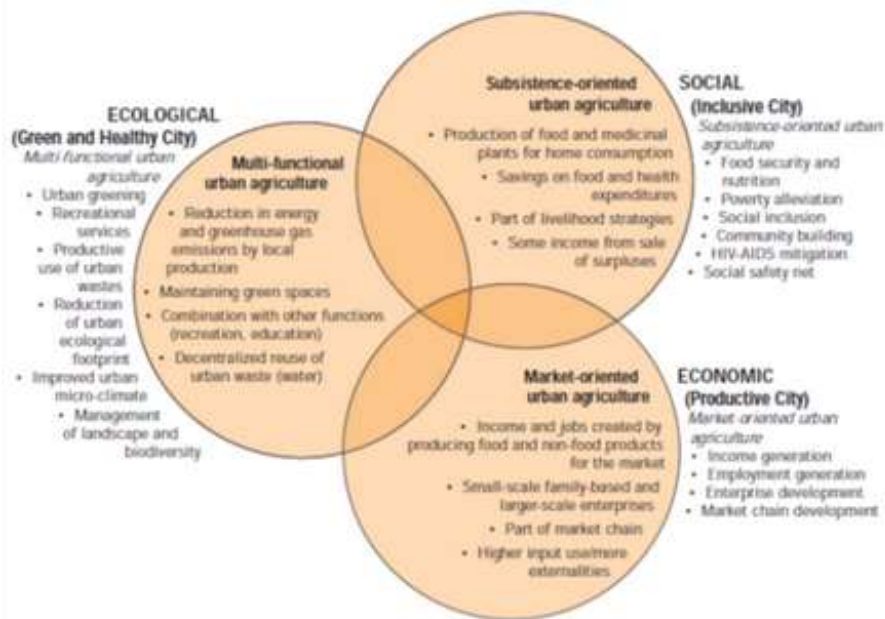
Les raisons pour lesquelles les décideurs créent une politique agricole urbaine sont très dépendantes de leurs objectifs ou de ce qu'ils souhaitent accomplir. Dans cette sous-section, nous présentons trois dimensions politiques clés : sociales, économiques et écologiques.

### *Trois dimensions politiques de l'agriculture urbaine*

Nous avons déjà vu que l'acceptation de l'agriculture urbaine augmente dans de nombreuses villes et pays à travers le monde. Au cours des dernières années, des villes comme Accra (Ghana), Beijing (Chine), Nairobi (Kenya) et Rosario (Argentine), et des pays comme le Sri Lanka, le Brésil et la Sierra Leone ont commencé à soutenir l'agriculture urbaine au moyen de politiques spécifiques. Les initiatives en Europe, au Canada et aux États-Unis prennent également forme pour améliorer la durabilité de leurs systèmes alimentaires urbains.

Les décideurs doivent tenir compte de leurs principaux objectifs politiques pour soutenir l'agriculture urbaine. Est-ce pour réduire la pauvreté ou augmenter la disponibilité alimentaire? Promouvoir la cohésion communautaire et l'inclusion sociale? Augmenter les revenus des ménages des pauvres? Ou est-ce pour augmenter les espaces verts et les options pour la réutilisation des déchets? D'une manière générale, on peut distinguer trois grandes dimensions politiques de l'agriculture urbaine:

- Dimension sociale (pour une ville inclusive, saine et sécurisée),
- Dimension économique (pour une ville économiquement viable),
- Dimension environnementale (pour une ville écologiquement saine)



Source: Dubbeling et al., (2010)

Il convient toutefois de souligner que les trois dimensions ne s'excluent pas mutuellement et, dans la pratique, la plupart des politiques sur l'agriculture urbaine seront basées sur une combinaison des trois dimensions. Le résultat est une situation dans laquelle l'accent est mis sur une certaine dimension dans certains endroits et segments de la population, et d'autres dimensions dans d'autres parties de la ville et avec d'autres acteurs.

### *Les politiques sociales.*

Dans les pays du Sud, cela se réfère principalement (mais pas uniquement) aux politiques qui visent à soutenir **les types d'agriculture urbaine orientés vers la culture de subsistance** faisant partie des stratégies de survie des populations vulnérables et principalement axés sur la production de nourriture et de plantes médicinales pour la consommation domestique. En outre, l'objectif est de réduire les dépenses familiales en termes de nourriture et de médicaments, et de générer des revenus monétaires mineurs liés aux ventes de surplus. Ces ménages ont besoin de revenus supplémentaires provenant de sources autres que l'agriculture pour survivre. Par exemple, à l'aide du jardinage domestique (jardins potagers), des jardins partagés, des jardins institutionnels dans les écoles et hôpitaux, et de l'agriculture de plein champ à très petite échelle et avec de faibles niveaux d'investissement. Ces systèmes ont d'importants impacts sociaux comme l'intégration sociale, la lutte contre la pauvreté, le développement communautaire et l'atténuation du VIH-sida. Un exemple est Cape Town, en Afrique du Sud, où les terres situées le long des réseaux de lignes électriques ou en bordure de route sont loués à des résidents à faibles revenus (Baker et de Zeeuw, 2015).

Par ailleurs, il existe dans les pays du Sud, de plus en plus de politiques gouvernementales locales visant à renforcer l'agriculture urbaine orientée vers les marchés. Par exemple, le projet AGRUPAR dans la ville de Quito, en Equateur, favorise la production alimentaire pour la consommation domestique et la commercialisation basées sur des méthodes de production biologique. Il a permis la mise en place de 2 500 jardins urbains, le tout en formant 16 700 personnes, dont 84% de femmes. Concrètement, il couvre 24 hectares et produit plus de 400 000 kg de produits alimentaires pour la ville. La production est commercialisée dans la ville par des marchés de circuit court, dont 23% à travers BIOFERIA, marchés ouverts sur 14 sites dans la ville. Tous les produits sont certifiés biologiques depuis 2007 par une certification collective. La moitié de la production est utilisée pour la consommation domestique, tandis

que l'autre est commercialisée. Les jardiniers impliqués dans la commercialisation sont rémunérés en moyenne 55\$ par mois, mais dans 17% des cas les revenus atteignent 300\$. Les économies réalisées grâce à la production pour la consommation domestique sont évaluées à 127\$ par mois en moyenne.

Dans les pays du Nord, la dimension sociale met habituellement l'accent sur le développement et l'inclusion communautaires. Ils se réfèrent à des politiques qui utilisent différents types d'agriculture urbaine pour promouvoir directement le développement des capacités communautaires, l'inclusion sociale et la gouvernance participative, ainsi que la création de lieux de rassemblement publics dynamiques. Les exemples sont nombreux et comprennent Chicago, aux Etats-Unis, où une fiducie foncière a été établie afin d'obtenir des terrains vacants dans le but de favoriser développement des jardins communautaires, ainsi que Londres, au Royaume Uni, où l'agriculture urbaine a été incluse au Plan d'Aménagement de Londres. Une des actions visait à localiser l'agriculture urbaine dans les quartiers urbains vulnérables.



Visionnez la vidéo [Planification d'un système alimentaire local durable](#)



*Exercice de cartographie par des intervenants à Cape Town. Photo : Verena Bitzer*

### *Les politiques économiques*

La dimension de **politiques économiques** se réfère aux politiques de l'agriculture urbaine visant des types d'**agriculture urbaine orientées vers les marchés**. Cela concerne les activités entreprises (principalement) par les entreprises familiales à petite échelle et certaines fermes entrepreneuriales, à plus grande échelle, menées par des investisseurs privés ou des associations de producteurs. Les activités sont pertinentes non seulement pour la production alimentaire (par exemple, la production de légumes irrigués, la production laitière) mais aussi pour les produits non alimentaires (herbes médicinales et aromatiques, fleurs, plantes ornementales, produits à valeur ajoutée). Ces fermes commerciales sont intégrées dans une chaîne d'entreprises à petite et grande échelle impliquées dans la fourniture d'intrants (par exemple, le compost, le fourrage), le traitement et le marketing.

Les problématiques de politique économique qui concernent l'agriculture urbaine sont nombreuses.

Les compétences et la formation nécessaires à l'emploi ainsi que l'incubation d'entreprises et le développement des circuits de marché sont des problèmes critiques que de nombreuses villes devraient avoir dans leurs politiques. Le financement des programmes et des projets d'agriculture urbaine est souvent guidé par des politiques de manière régulière.

Le gouvernement de la ville peut aider les petites et moyennes entreprises impliquées dans l'agriculture urbaine à se développer avec des politiques de soutien. Le zonage des terres englobe de nombreuses dimensions de la politique économique. Par exemple, Dar Es Salaam, en Tanzanie, a reconnu l'agriculture urbaine comme une utilisation permise des terres, ce qui modifiait positivement la situation économique des producteurs urbains.

### *Les politiques écologiques*

La dimension de la politique écologique se réfère aux types d'agriculture urbaine qui jouent un rôle dans la gestion de l'environnement. L'élimination des déchets est un problème majeur pour la plupart des villes. Les politiques de soutien au compostage et à la réutilisation des déchets organiques sont positives pour l'état sanitaire de la ville et peuvent contribuer à un apport de matière organique pour les agriculteurs et les producteurs. Les politiques relatives à l'utilisation saine des eaux usées utilisées en agriculture urbaine sont un autre exemple de la dimension écologique. Enfin, l'agriculture urbaine peut contribuer à la prestation de services demandés par les citoyens urbains comme l'écologisation urbaine et l'amélioration du climat urbain (ombre, microclimat, GES et réduction de la poussière), la gestion du paysage (parcs, zones tampons, zones favorables aux inondations ou à forte sismicité ou zones précieuses écologiquement qui devraient rester exemptes de construction).

La lutte contre le changement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre forment une nouvelle frontière politique. Parmi les exemples de politiques, mentionnons Amman, en Jordanie, qui comprend l'agriculture urbaine et la foresterie dans ses projets d'adaptation au changement climatique, ainsi que Brighton et Howe, au Royaume-Uni, qui aident à financer l'opération de compostage communautaire (de Zeeuw et Baker, 2015).



Visionnez la vidéo [Comment et pourquoi les aliments devraient-ils être pris en compte dans les politiques climatiques des villes ?](#) (UN Environment)

## 4.2.3 – Contraintes qui limitent le développement de l'AU

### *Introduction*

Ce sous-chapitre explore les questions politiques et réglementaires qui limitent l'agriculture urbaine. Les domaines étudiés comprennent les problèmes causés par le manque de reconnaissance accordé à l'agriculture urbaine, à l'accès aux terres et aux problèmes connexes, à l'environnement et à la santé, et enfin à la vente.

Dans le chapitre 1.1.6, nous avons examiné certains défis de l'AU. Dans ce module, nous nous concentrons sur les contraintes causées par les politiques et la réglementation.

Commençons tout d'abord par notre propre prise de conscience de tous les acteurs impliqués directement dans la pratique de l'agriculture urbaine. Cette prise de conscience peut être basée sur ce que nous avons appris jusqu'ici dans le cours, ou de part vos propres expériences en agriculture urbaine.

## *Reconnaissance de l'Agriculture Urbaine*

Le manque de reconnaissance de l'agriculture urbaine en tant qu'activité professionnelle est un problème qui contraint sa pratique dans de nombreuses villes, aussi bien dans les pays du Sud que dans les pays du Nord. L'absence d'une telle reconnaissance peut entraîner un manque général de politiques de soutien à l'agriculture urbaine. Les politiciens à tous les niveaux du gouvernement, y compris ceux à l'échelle locale, ne comprennent souvent pas les multiples fonctions que l'agriculture urbaine peut accomplir.

De nombreuses raisons expliquent ce manque de reconnaissance. Les organismes gouvernementaux en charge du travail sur l'agriculture ou le développement économique sont habitués à travailler à une échelle différente de la plupart des projets d'AU, et ne comprennent donc pas les besoins uniques et le potentiel de l'AU. Très peu de juridictions ont des départements dédiés à l'AU. De plus, beaucoup de gens au sein du gouvernement ne sont peut-être pas conscients du nombre de différents ministères affectés par l'agriculture urbaine. Les gouvernements travaillent souvent isolément, sans avoir de vue d'ensemble. Les communications intra-départementales sont parfois tendues.

Les préjugés socio-culturels peuvent découler de la vision du rôle de la ville par rapport à celui de la campagne en ce qui concerne la production alimentaire, avec l'idée que la modernité implique l'esthétique, l'efficacité et l'hygiène, l'agriculture étant considérée comme une activité exclusivement rurale.

Le système alimentaire industrialisé a entraîné l'éloignement des gens de la production alimentaire, entraînant de nombreuses idées fausses. Ces préjugés, conscients ou subconscients, ont conduit à des pratiques de planification, des lois et des règlements qui ne soutiennent ni le développement de l'agriculture urbaine ni l'empêchent activement.

D'autres organismes civiques ne sont souvent pas conscients du rôle que l'agriculture urbaine peut jouer, par exemple la Chambre de Commerce ou d'autres organisations de services aux entreprises. Cela peut affecter l'agriculture urbaine de nombreuses façons, allant de l'opposition aux projets à la non inclusion des défenseurs de l'agriculture urbaine dans les organismes civiques tels que les associations de quartier.

Le manque d'accès à une assistance financière et technique apparaît également en raison de ce manque de reconnaissance. Les subventions, les prêts à taux préférentiels et le soutien commercial sont accessibles à l'échelle industrielle pour l'agriculture axée sur l'exportation, mais ces formes de soutien contournent souvent l'agriculture urbaine. Le financement de projets de petite échelle à vocation sociale dépend fortement des gouvernements associés qui offrent des programmes ou des subventions. L'appui d'une fondation peut être utile pour qu'un projet soit démarré, mais c'est une source peu fiable de financement à long terme étant donné les nouvelles priorités apparaissant constamment pour elle.

La présence d'une assistance technique dans les zones urbaines est souvent faible ou inexistante. Souvent, les services de vulgarisation sont destinés aux zones rurales. Parfois, ces organismes de vulgarisation pourraient ne pas être familières avec les techniques de culture sur de petits espaces. De plus, les intrants peuvent ne pas être disponibles ou coûteux, comme le fumier ou le compost.

## *Terres*

L'accès à la terre est un problème politique car les règles décidant de qui peut posséder des terres ou avoir une sécurité d'occupation diffèrent dans de nombreux endroits. Dans certaines régions de l'Afrique subsaharienne, les femmes n'ont pas le droit d'obtenir un mandat. Le contrôle d'une portion de terrain peut également être précaire, car l'occupation illégale d'un terrain est toujours risquée. La capacité des femmes à accéder au crédit est également limitée dans certains pays, ce qui ne leur permet pas de participer à l'agriculture comme elles le souhaitent.

Les politiques de zonage restrictives dans les villes et les zones périurbaines peuvent limiter les types d'agriculture urbaine. Le zonage des villes régleme les pratiques autorisées sur les terres dans chaque zone donnée, en classifiant souvent les utilisations en espace commercial, espace résidentiel, espace vert ou terres agricoles. Certaines villes peuvent avoir une zone commerciale, mais n'acceptent pas les



entreprises agricoles urbaines (comme les installations aquaponiques intérieures). Les pratiques et les normes environnementales et de sécurité varient en fonction de l'utilisation du sol. Cela s'applique à la fois aux espaces ouverts et aux bâtiments.

D'autre part, ne pas avoir de règles sur l'utilisation des terres peut également constituer un obstacle si les autorités interprètent l'absence d'autorisation explicite par une utilisation illégale, le raisonnement dans certains endroits étant que si une certaine utilisation d'un sol n'est pas explicitement indiquée, alors celle-ci est illégale. Là où il y a une incertitude quant à l'autorisation ou non d'exercer certaines activités liées à l'agriculture urbaine, les gens essaieront d'agir dans tous les cas dans l'espoir de ne pas se faire prendre au piège. Cela peut conduire à des conditions dangereuses (car les règles valables ne sont pas appliquées) et est disproportionnellement risqué pour les producteurs à faible revenu qui font face à des difficultés excessives si ils investissent du temps et des ressources dans un projet qui s'arrête, ou si ils sont expulsés du terrain.

De plus, de nombreuses juridictions ont des politiques restrictives en matière de compostage. En Amérique du Nord, le compostage de moyenne envergure est particulièrement affecté par cela. Les réglementations environnementales ne sont mises en place que pour les grands recycleurs de déchets et ne sont pas appropriées pour les opérateurs de moyenne échelle ou communautaires.

### *Environnement et Santé*

Les règles et règlements visant à protéger la santé humaine et l'environnement ont un impact sur le lieu et la manière dont les gens sont autorisés à cultiver. Les utilisations antérieures ou voisines de la terre (telles que l'activité industrielle ou l'épandage d'herbicides) peuvent avoir entraîné des résidus toxiques ou d'autres contaminations, ce qui rend dangereux le travail sur ce site ou le fait de manger les aliments produits de celui-ci. Dans certains domaines, les organismes gouvernementaux élaborent des lignes directrices pour aider les agriculteurs urbains à faire des choix sur l'endroit et la possibilité de cultiver ou non. Pourtant, il peut tout de même s'agir d'une zone extrêmement confuse pour les cultivateurs urbains. Deux exemples sont illustrés ci-dessus. Le défi consiste à produire des supports de documentation complets et conviviaux.

Les processus visant à établir la salubrité des zones cultivées et des pratiques agricoles (comme le compostage) peuvent être si compliqués, longs et coûteux qu'ils ont mis des sites potentiels hors de portée de nombreux producteurs. Par exemple, dans certaines juridictions, des tests de sols, une analyse du débit de l'eau et une évaluation archéologique sont nécessaires avant que la culture ne soit permise.

La politique de maintien de l'élevage dans les villes relève souvent du domaine de la santé. En particulier, l'élimination du bétail qui est citée comme un problème lors la gestion des déchets. Cependant, comme il existe des limites quant au nombre de poulets pouvant être conservés, cette peur est probablement excessive.

### *Vente*

Des règles sont certainement nécessaires afin de réglementer l'industrie alimentaire et assurer la sécurité des consommateurs. La complexité des réglementations peut dissuader les nouvelles entreprises sur le terrain. La conformité peut également être coûteuse pour certaines entreprises. Voici quelques exemples auxquels les producteurs et les transformateurs peuvent faire face :

- Les réglementations alimentaires,
- Les inspections,
- Le classement et l'étiquetage,
- Les permis et licences,
- Les lois et réglementations environnementales,

- Les règles et réglementations du travail,
- Le système d'analyse des risques et des points critiques pour leur maîtrise (HACCP « Hazard analysis and critical control points »),
- La gestion de l'offre/approvisionnement (comme les quotas ou les offices de commercialisation obligatoires)
- La commercialisation et certification (ce que vous pouvez et ne pouvez pas dire au sujet de votre produit)

L'absence de politiques locales d'achat peut également entraver le développement de l'agriculture urbaine. De plus, les accords commerciaux internationaux qui restreignent les politiques d'achat préférentielles des denrées alimentaires locales nuisent également au secteur. En revanche, les juridictions peuvent donner une impulsion économique importante au secteur.



*Exercice 4.2.3. A votre avis, à quels types d'obstacles politiques et réglementaires les agriculteurs urbains font-ils face?*

## 4.2.4 – Instruments politiques pour l'AU

### *Introduction*

Dans ce sous-chapitre, nous étudierons les instruments politiques qui sont disponibles pour encourager l'AU. Ces instruments politiques font référence aux mécanismes et techniques dont dispose un gouvernement lorsqu'il met en place les objectifs de ces politiques. Nous allons étudier trois outils en particulier : juridique, économique et communicatif/éducatif.

### *Outils juridiques*

La logique sous-jacente aux instruments juridiques est que les acteurs (tels que les citoyens, les industries ou les institutions publiques) peuvent être obligés d'adopter un certain comportement souhaité à travers des normes juridiques et des réglementations (tels que les lois, arrêtés, décrets, etc.) et qu'il est possible de contrôler si ces acteurs respectent ou non les règles et normes données. Les acteurs qui ne respectent pas ces règles seront sanctionnés. Cet instrument politique est surtout utile dans les cas où :

- Le comportement souhaité ne peut être adopté par d'autres moyens,
- Les règles peuvent être facilement contrôlées et appliquées.

De plus, les instruments juridiques sont utilisés dans le cas où les autres outils (économiques, éducatifs et de conception) requièrent une base juridique adéquate. Les exemples incluent des villes comme Governador Valadares (Brésil) et Lima (Pérou) où les programmes d'agriculture urbaine sont formalisés par la loi.

L'utilisation des leviers juridiques n'est cependant pas sans challenges. Une augmentation du nombre de lois, arrêtés ou règlements peut mener à des contradictions (ce qui est autorisé ou promu dans une loi ou

régulation peut être interdit ou restreint dans une autre). Cette situation apparaît souvent en lien avec l'agriculture urbaine à cause de son caractère multi-sectoriel et multi-juridique. Par exemple, une ville peut avoir une politique formelle qui soutient l'agriculture urbaine alors qu'en parallèle les règlements sanitaires et environnementales de cette même ville l'interdisent ou la restreignent encore.

Les moyens utilisés pour faire appliquer les instruments juridiques sont souvent faibles à cause de leur prix ou du manque de volonté politique, conduisant à un faible niveau de contrôle et de sanction des comportements indésirables ou à un traitement inégal des différents acteurs. Cela mène à une situation dans laquelle les activités de certains acteurs sont sanctionnées alors que d'autres ne le sont pas. Une telle situation (interdite selon la loi, mais tolérée dans la pratique) est assez fréquente dans le domaine de l'agriculture urbaine en particulier (mais certainement pas uniquement) dans les villes d'Afrique subsaharienne.

### *Outils économiques*

La logique derrière l'application des leviers économiques est l'hypothèse selon laquelle les acteurs communautaires adopteront un certain comportement souhaité si cela leur donne des gains économiques (ou des pertes si elles continuent avec le comportement indésirable). Les gouvernements locaux, par exemple, peuvent accorder des avantages fiscaux ou des subventions si les acteurs adoptent le comportement souhaité, ou imposer des taxes spéciales pour des comportements indésirables (semblable à un prélèvement sur les cigarettes ou l'alcool). De tels instruments économiques ont également besoin d'une base juridique, mais l'élément essentiel n'est pas la loi elle-même, mais l'incitation économique ou la perte qui encourage, ou est censée encourager, un certain comportement.

Plusieurs municipalités accordent des exemptions fiscales aux propriétaires de terres qui permettent aux agriculteurs urbains pauvres d'utiliser des terrains privés vacants. Par exemple, la municipalité de Governador Valadares (Brésil) exempte les propriétaires de terres privées de l'impôt progressif sur la propriété si leurs terres sont mises à profit. D'autres villes ont réduit les tarifs pour l'eau d'irrigation ou incité à composter et à réutiliser les déchets ménagers. Le soutien économique peut également être fourni grâce à l'approvisionnement en eau d'irrigation, outils, graines et compost pour les agriculteurs urbains.

Un exemple d'instrument juridique utilisé pour favoriser l'agriculture urbaine est celui de la Californie, en 2014, lorsqu'elle a établi une zone d'incitation à l'agriculture urbaine. Le principe est que les propriétaires de biens qui ne sont pas actuellement utilisés reçoivent une réduction d'impôt s'ils s'engagent à utiliser le terrain pour une production agricole pendant une période d'au moins cinq ans.

Cet instrument politique est particulièrement utile dans les cas où:

- L'incitation économique est facilement reconnaissable et suffisamment importante pour avoir un effet.
- L'incitation économique est directement liée au comportement souhaité.

Les problèmes liés à l'application de cet instrument économique comprennent le fait que les coûts des mesures politiques ne peuvent pas être contrôlés et peuvent devenir trop onéreux lorsque de nombreux acteurs l'utilisent. De plus, les prélèvements et les subventions peuvent améliorer les inégalités sociales (ou l'injustice perçue) même s'il n'y a aucun moyen de s'assurer que les groupes les plus vulnérables d'une communauté sont ceux qui bénéficient principalement de l'incitation économique. On s'attend donc à ce que des controverses surviennent autour des incitations économiques.

À Vancouver, au Canada, des promoteurs privés de premier rang ont émis un bail gratuit de trois ans dans un projet d'agriculture communautaire appelé SOLE food permettant d'exploiter une parcelle d'un demi hectare située dans le quartier le plus défavorisé de Vancouver, le Downtown Eastside.

En contrepartie, la taxe foncière du promoteur sur le site en question a été réduite d'environ 50 000\$ par an (en tant que propriété commerciale), à 15 000\$ par an (en tant que propriété agricole). Les avantages pour la communauté sont clairs : des possibilités de cultiver des aliments, ainsi que d'assister à des

programmes de renforcement de compétences pour les agriculteurs à faibles revenus. Néanmoins, la réduction d'impôt foncier, dans ce cas et d'autres similaires à celui de Vancouver, a été une source de désaccord et de controverse. Dans ce cas, en fait, il a remis en question les motifs des développeurs qui ont loué le site «gratuitement» au projet.

### *Outils de communication et d'éducation*

L'hypothèse derrière l'utilisation d'instruments communicatifs/éducatifs est que les gens adoptent un certain comportement souhaité s'ils sont bien informés sur les effets positifs de ce comportement ainsi que sur les effets négatifs du comportement inverse. Les outils d'information, d'éducation et de persuasion incluent des programmes médiatiques, des réseaux sociaux, des visites, des formations, des dépliants et des sites web. Ces outils sont utilisés pour permettre aux gens de comprendre l'importance du changement souhaité et de les aider dans ce processus de changement. Des exemples connus incluent les campagnes médiatiques pour arrêter de fumer ou favoriser l'utilisation de préservatifs pour lutter contre le VIH/sida. Dans le monde de l'UA, le site [Kickstarter](#) et d'autres sites similaires sont des outils plus en plus populaires pour recueillir des fonds pour des projets.

En ce qui concerne l'AU, une municipalité peut fournir une formation technique aux agriculteurs urbains, ou fournir une sensibilisation sur les aliments sains, la culture et la préparation des aliments aux écoliers. Les outils communicatifs/éducatifs sont souvent utilisés comme une approche complémentaire aux autres instruments politiques, puisque l'absence d'une stratégie adéquate en matière de communication et d'éducation peut réduire considérablement l'efficacité des autres outils. Dans ce contexte, il faut souligner l'importance de la conception et de la mise en œuvre d'une stratégie visant à communiquer au groupe ciblé les outils et les politiques municipales de l'agriculture urbaine.

### *Outils pour le design urbain*

La logique derrière les outils de conception urbaine est que les acteurs adopteront un certain comportement souhaité si leur environnement physique a été conçu de telle sorte qu'ils sont plus facilement incités à agir d'une certaine manière. Par exemple, si les poubelles publiques sont largement disponibles, les gens jetteront en général moins de déchets dans la rue. Les exemples liés à l'agriculture urbaine comprennent le zonage (mise de côté et protection de certaines zones de la ville pour l'agriculture); la combinaison ou séparation de certains usages de la terre en fonction du degré de conflit ou de synergie des plants; l'intégration d'espaces pour le jardinage domestique ou communautaire dans les projets de logements sociaux, etc. Plusieurs villes ont inclus des terres dédiées à l'agriculture urbaine dans leur plan d'utilisation des terres urbaines (urban land plan), leur logements ou dans des projets d'améliorations des bidonvilles. De même, au Canada, des lignes directrices sur le design de l'agriculture urbaine sont en cours de création. Le premier exemple étaient les lignes directrices dans le domaine privé pour l'agriculture urbaine de Vancouver ([Vancouver's Urban Agriculture Guidelines for the Private Realm.](#))

## 4.2.5 - Exemples de politiques et réglementations

### Introduction

Les gouvernements des villes sont en mesure de promouvoir le statut et la pratique de l'agriculture urbaine. Dans ce sous-chapitre, certaines des actions liées aux politiques et aux réglementations seront explorées. Le pacte de politique alimentaire urbaine de Milan sera utilisé comme exemple.

Les gouvernements peuvent prendre de nombreuses décisions différentes liées à l'agriculture urbaine. Les exemples incluent les lois, les lignes directrices, le zonage, les règlements et les normes de santé pour n'en nommer que quelques-uns. Ces actions peuvent être à la fois favorables et restrictives. Dans cette section, des exemples de mesures politiques seront proposés. En tant qu'exemple, nous utiliserons le pacte de la politique de l'alimentation urbaine de Milan (MUFPP, Milan Urban Food Policy Pact).

Le MUFPP a été signé par plus de 100 maires de villes du monde entier le 15 octobre 2015 (Journée mondiale de l'alimentation, World Food Day) et, depuis janvier 2017, a été signé par 130 villes ([Milan urban food policy pact](#)). Le texte du pacte, fondé sur les expériences des villes participantes et compilé par une équipe d'experts dans le domaine des politiques alimentaires urbaines (y compris la Fondation RUAF), est devenu une référence pour les mesures politiques que les villes peuvent prendre dans ce domaine. Le document propose des recommandations dans six grandes thématiques:

- assurer un environnement propice à une action efficace (gouvernance)
- alimentation durable et nutrition
- équité sociale et économique
- production alimentaire
- approvisionnement et distribution de nourriture
- déchets alimentaires

Ces domaines d'action seront discutés brièvement avec quelques exemples pour en illustrer les possibilités. Tous les exemples sont tirés de Forster et al. (2015). Ce livre donne des documents de nombreuses études de cas résumés sur les villes avec de bonnes pratiques en matière de nourriture. Les étudiants sont encouragés à examiner de près cette [ressource](#).



Visionnez la vidéo [Deuxième conférence des maires : Pacte pour la politique alimentaire urbaine de Milan \(FAO\)](#)



*Groupe de travail à Milan. Photo : Andrea Calori*

### *Assurer un environnement propice à une action efficace (gouvernance)*

De nombreuses actions peuvent être prises pour fournir un environnement propice à la création d'une politique. Faciliter la collaboration entre les agences et les départements de la ville est extrêmement important, car l'agriculture urbaine touche les compétences de plusieurs ministères et organismes. La création de comités interministériels est une action qui peut être envisagée.

L'accroissement de la participation des acteurs est nécessaire si les systèmes alimentaires de la ville doivent fonctionner sans difficulté. La création de politiques multipartites et les plans d'actions constituent des moyens très efficaces afin d'assurer la participation et la collecte de données sur l'agriculture urbaine. Une autre action connexe est la création de Comités sur les politiques alimentaires (Food Policy Councils). Ces organismes multipartites fournissent une excellente occasion d'identifier les mesures politiques nécessaires pour améliorer le système alimentaire local et l'expansion de l'agriculture urbaine.

La dernière recommandation dans cette sous-section est de développer une stratégie de réduction des risques de catastrophe pour améliorer la résilience des systèmes alimentaires urbains. Les stratégies de préparation aux catastrophes doivent tenir compte de l'offre alimentaire future, face à des défis tels que le changement climatique. La communauté de l'agriculture urbaine doit être pleinement engagée dans cette discussion.

#### *Gand - politique municipale alimentaire et conseil de politique alimentaire*

La politique alimentaire "Gand en Garde" de la ville de Gand, en Belgique, a été lancée en 2013 dans le but de réduire l'impact environnemental de la production alimentaire, de la transformation, des transports et de promouvoir la réduction des déchets. Pour aider à guider cette politique, un conseil de la politique alimentaire a été créé, composé de divers acteurs du système alimentaire, y compris les personnes travaillant dans l'agriculture, les organisations à but non lucratif, la vente au détail, la restauration et les universités. Au sein du gouvernement, un groupe interne de travail a été créé pour s'assurer que les communications et la coopération soient effectives entre les différents ministères.

#### *New York - normes nutritionnelles et approvisionnement alimentaire sain*

Des normes fondées sur des données probantes ont été élaborées à New York, aux États-Unis, pour réglementer la quantité d'acides gras trans, de sodium et de sucres dans les repas servis par les services et les organismes du gouvernement de la ville. La politique en matière d'approvisionnement a stimulé l'agriculture dans l'État de New York. Le Conseil a adopté un projet de loi encourageant les agences à acheter de la nourriture locale en 2012. Le projet de loi permet aux acheteurs d'obtenir des aliments locaux si ils ne sont pas à leur prix n'excède pas 10% de plus que le meilleur prix disponible. Ces mesures peuvent être considérées comme un moyen efficace d'intégrer les mesures politiques dans différents domaines (santé, nutrition, développement économique).

## Régime et nutrition alimentaires durables

La promotion de régimes alimentaires durables se réfère à des aliments sains, sûrs, culturellement appropriés, respectueux de l'environnement et axés sur les droits. Les types de mesures politiques peuvent inclure la création de stratégies alimentaires, ou de mesures fiscales pour décourager la consommation de malbouffe par exemple. Les lignes directrices peuvent aider les consommateurs à décider quels aliments ils devraient manger de manière optimale. Les normes, les règlements et l'étiquetage sont d'autres outils stratégiques qui peuvent servir à préconiser des régimes alimentaires durables et une alimentation nutritionnelle. Pour éduquer les gens sur ces questions, les moyens tels que les publicités du service public et les campagnes d'éducation peuvent s'avérer efficaces.

### *Shanghai - Système de gestion de l'information sur le traçage des aliments*

En 2015, la Ville de Shanghai, en Chine, a créé le programme de réglementation de la gestion du traçage de l'information sur la salubrité des aliments de Shanghai. Cela implique de recueillir des données auprès des producteurs et des distributeurs dans neuf grandes catégories d'aliments, y compris les céréales, la viande, les volailles, les légumes, les fruits, les crustacés, le soja et les produits laitiers. Des pénalités s'appliquent aux entreprises qui ne sont pas conformes. On espère que grâce à l'utilisation des smart phones les consommateurs pourront rapidement découvrir l'origine de la nourriture.

Shanghai a également créé un système de crédit pour la sécurité alimentaire des restaurants et magasins d'alimentation. Sur Internet, les consommateurs peuvent se renseigner sur le fonctionnement de l'entreprise en ce qui concerne les directives sur la santé. Une échelle de visages est utilisée (visage souriant pour une sécurité élevée et un faible risque ; un visage qui pleure pour une faible sécurité et un risque élevé)

### *Milan - restauration collective dans les écoles et les services publics*

Milano Ristorazione est une entreprise municipale qui prépare et distribue 80 000 repas par jour aux écoles, structures de garde d'enfants, maisons de retraite et services «repas à domicile». L'accent est néanmoins mis sur l'alimentation des enfants. L'éducation est également offerte aux enfants sur des problématiques telles que la durabilité, la prévention des déchets et l'intégration socioculturelle. Pour la prévention des déchets, le programme «Je ne gaspille pas» a été créé.



*Optionnel : pour plus d'informations lisez [Milan mène la lutte contre les déchets alimentaires - avec des fruits abîmés et des soupes populaires étoilées au guide Michelin \(The Guardian, Oct 2016\)](#).*

## Équité sociale et économique

Le MUFPP contient de nombreuses recommandations pratiques et ambitieuses sur les politiques en matière d'équité sociale et économique. Les réseaux de soutien (par exemple, les jardins communautaires) constituent un excellent moyen d'engager les bases du système alimentaire, d'intégrer la société et de fournir des aliments aux personnes dans le besoin. Les systèmes d'alimentation scolaire peuvent être structurés de manière à favoriser l'achat d'aliments locaux et régionaux, produits de manière durable. Des solutions peuvent être trouvées afin de fournir aux personnes dans le besoin un accès à la nourriture en utilisant des banques alimentaires et des cantines communautaires.

### *Belo Horizonte – Restaurants populaires*

Le programme «Restaurants populaires» constitue une stratégie importante dans le cadre de la politique de nutrition et de sécurité alimentaire de la municipalité de Belo Horizonte, au Brésil. À l'heure actuelle, il y a quatre restaurants dans les quartiers à faible revenu, desservant 3 millions de repas par an. Les repas sont subventionnés et donc beaucoup moins chers que les repas dans d'autres restaurants. Les personnes du programme "Bolsa Família" reçoivent une réduction de 50% sur les prix des repas. Les repas sont gratuits pour les sans-abris enregistrés. Les repas proviennent de fermes locales, ce qui contribue à la production alimentaire périurbaine.



Visionnez la vidéo [Le Prix de la Politique de l'Avenir, Future Policy Award \(version longue\): Belo Horizonte](#)

### *Gand – De Site : Les jardins urbains favorisent l'équité sociale*

Géré par un organisme à but non lucratif et financé par la Ville de Gand, "De Site" a été lancé en tant que projet temporaire dans l'un des quartiers les plus pauvres du centre de Gand. Une ancienne zone industrielle de plus de 3 000 m<sup>2</sup> a été transformée en deux champs cultivés. Les résidents voisins peuvent louer des parcelles pour produire de la nourriture, en payant avec une monnaie alternative locale. Par ailleurs, les légumes sont récoltés et vendus dans une épicerie sociale, où les personnes à faible revenu ont des prix réduits. Certains aliments sont livrés à un restaurant qui utilise un prix social, conçu pour rendre la nourriture abordable pour les personnes à faible revenu.



Visionnez la vidéo [Food Smart Cities parle de Gand \(Politique alimentaire de Milan\)](#)

### *Production de denrées alimentaires*

Sept recommandations sont faites dans cette section du pacte. Intégrer la production et le traitement des aliments dans les plans de résilience de la ville est une des suggestions faites. L'utilisation d'une approche écosystémique pour l'aménagement du territoire est une autre politique importante qui peut affecter la production alimentaire d'une manière positive. Des programmes qui fournissent une assistance financière et une formation technique peuvent être développés pour aider le secteur. La politique peut être créée sur les intrants, comme le compost et l'utilisation des eaux usées de manière saine. Les politiques visant à raccourcir les chaînes d'approvisionnement sont une autre approche qui encouragerait l'agriculture urbaine et périurbaine.

### *Quito – Programme d'agriculture urbaine participative*

Le programme d'Agriculture urbaine participative AGRUPAR (Agricultura Urbana Participativa) est dirigé par l'agence métropolitaine de promotion économique CONQUITO de la ville de Quito, en Équateur. Le programme a ouvert 2 500 jardins et couvre environ 24 hectares depuis 2002. La production annuelle est estimée à 400 000 kilos. Les objectifs stratégiques comprennent la réduction de l'insécurité alimentaire, l'amélioration des revenus, la création d'emplois et la fourniture d'aliments sains pour les habitants. La



moitié de la production est vendue sur les marchés agricoles locaux ce qui fournit des revenus aux producteurs.



Otionnel : pour plus d'informations lisez [Quito, en Équateur : un programme d'agriculture métropolitaine pour promouvoir la planification territoriale intégrée](#)(page 58-71)



*Cette famille s'est engagée à «manger bien» — ce qui signifie qu'ils investissent au moins 50% de leur budget en «consommation responsable» de manière à contribuer à l'agroécologie. Photo : Stephen Sherwood*

### *Chicago – fermes urbaines*

Chicago, aux États-Unis a été un leader en matière d'élaboration de politiques qui ont dressé le portrait et soulevé l'importance de l'agriculture urbaine. Les modifications de zonage en 2011 ont permis de faire en sorte que les fermes urbaines et les jardins communautaires fassent partie des utilisations permises des terres dans diverses zones de la ville. Des directives sur la taille de ces entreprises et des initiatives sans but lucratif peuvent également être fournies.

Le plan Recipe for Healthy Places et Green Healthy Neighborhood de 2013 (la recette pour les lieux sains et un quartier vert et sain) fait le lien entre la nourriture et l'obésité. Ses recommandations sont positives pour l'agriculture urbaine.

### *L'approvisionnement et la distribution alimentaire*

Bien que ce ne soit pas une politique, une carte des flux de nourriture peut fournir des informations importantes aux responsables politiques sur l'accès aux aliments et l'infrastructure nécessaire à l'approvisionnement alimentaire. Des lois et des directives sur la salubrité des aliments peuvent être créées pour assurer la sécurité alimentaire des consommateurs. La politique et les programmes de marchés publics pour soutenir les marchés agricoles peuvent influencer directement l'agriculture urbaine et périurbaine. L'élimination des entraves à l'accès au marché pour les petits producteurs est également recommandée par le pacte.

### *Barcelona – marchés modernes*

L'Institut des marchés de Barcelone avait réaménagé de nombreux marchés couverts dans la ville. L'impact économique a été significatif. Les marchés ont des ventes de l'ordre de 1000 millions par an et emploient 7500 personnes. En plus d'être en mesure d'acheter de la nourriture locale et sûre, ces marchés aident les clients à améliorer leurs habitudes alimentaires en achetant des aliments plus sains. Le bien-être social de la ville est également renforcé par les marchés.

#### *Lyon – le label Lyon Ville Equitable et Durable (LVED)*


Le label Lyon Ville Equitable et Durable (LVED) a été créé en 2010 pour promouvoir la consommation durable. Le secteur alimentaire est fortement impliqué dans la participation au programme. Le réseau d'entreprises utilisant le label est l'un des avantages du programme. C'est une initiative du secteur public et privé.

### *Prévention, réduction et gestion des déchets alimentaires*

L'évaluation et la surveillance de la perte de nourriture et la réduction des déchets sont nécessaires pour déterminer les changements possibles. Les campagnes de service public peuvent être utilisées pour sensibiliser le public à ces problèmes. Certains gaspillages surviennent en raison de la manière dont les normes sont rédigées, par exemple, les dates d'expiration des produits. C'est un domaine où les changements de politique peuvent aider à résoudre le problème des déchets alimentaires. Des politiques qui permettent et soutiennent la redistribution des aliments peuvent également être prises en considération par les villes.

#### *Paris – collecte et redistribution de nourriture*

Le Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire vise à réduire les déchets alimentaires de 50% d'ici à 2025. Cette initiative de la société publique, privée et civile met l'accent sur la récupération de la nourriture saine, qui est ensuite redistribuée. La Ville de Paris mène des campagnes de sensibilisation, et soutien des projets communautaires impliquant la réduction des déchets et la redistribution. Un groupe de la société civile "La tente des glaneurs" est impliqué dans la certification des aliments collectés comme sûr avant de les redistribuer aux personnes dans le besoin.



*Optionnel : pour plus d'informations lisez [La loi française interdit le gaspillage par les supermarchés \(The Guardian, Feb 2016\)](#)*

#### *Curitiba – programmes de sécurité et d'accès alimentaire*

Le programme *Câmbio Verde* (changement vert) est en vigueur depuis 1991. La prémisse est simple, pour chaque 5 kilos de matière recyclable, un kilo de nourriture est échangé. Cela a considérablement réduit les déchets, tout en améliorant les normes nutritionnelles des personnes à faible revenu. Les aliments excédentaires provenant des fermes de la région sont la source d'une grande partie de cette nourriture.

## 4.2.6 - Principales recommandations politiques et actions

### *Introduction*

Nous examinerons ici diverses recommandations et plans d'action qui ont été proposés pour favoriser l'agriculture urbaine et les systèmes alimentaires sains dans les régions urbaines. Tout d'abord, nous

étudierons certaines recommandations faites par le projet SUPURBFOOD, qui a étudié les modes durables d'approvisionnement alimentaire urbain et périurbain, en mettant l'accent sur les déchets alimentaires, en réduisant les chaînes alimentaires et en protégeant les terres. La façon dont les recommandations coïncident avec celles du pacte sur les politiques alimentaires de Milan sera également abordée ici. Ensuite, nous nous orienterons vers certaines recommandations qui concernent l'agriculture urbaine, récemment faites à New York, aux États-Unis et à Toronto, au Canada.



Visionnez la vidéo [Evolution des liens urbains et ruraux : construction de systèmes alimentaires durables \(FAO\)](#)

### *Les recommandations du projet SUPURBFOOD*

Beaucoup de différents organismes et organisations ont proposé des recommandations stratégiques clés qui vont progresser vers des régions aux systèmes alimentaires prospères en intégrant la pratique de l'agriculture urbaine et périurbaine. En 2015, dans le cadre du projet de recherche SUPURBFOOD financé par l'UE sur les modes durables d'approvisionnement alimentaire urbain et périurbain (<http://www.supurbfood.eu/>) la Fondation RUAF a produit un résumé de politiques avec plusieurs recommandations pertinentes. Le document a formulé des recommandations dans les domaines suivants, avec un haut niveau d'interconnexion:

- Diminution des circuits alimentaires,
- Protection des terres pour l'agriculture urbaine et périurbaine,
- Réduction du gaspillage alimentaire,
- Optimisation des flux de déchets résiduels (alimentaires),
- Création de synergies,
- Harmoniser les structures organisationnelles.

#### *Diminuer les circuits alimentaires*

Récemment, de nombreux experts en politiques se sont concentrés sur la question du raccourcissement des chaînes alimentaires pour améliorer l'environnement et rendre le système alimentaire plus durable. MUFPP se fixe un objectif:

25. Soutenir les chaînes alimentaires courtes, les organisations de producteurs, les réseaux et plateformes producteur-consommateur et d'autres systèmes de marché qui intègrent l'infrastructure sociale et économique du système alimentaire urbain reliant les zones urbaines et rurales. Cela pourrait inclure des initiatives de l'économie sociale et solidaire de la société civile et des systèmes de marché alternatifs ([MILAN URBAN FOOD POLICY PACT](#)).

Le raccourcissement des chaînes alimentaires est une politique qui a un impact positif potentiel sur l'agriculture urbaine et le développement économique. Cela implique qu'il y aura plus de nourriture produite localement avec la possibilité de créer des relations plus solides entre les producteurs et les consommateurs.

Les gouvernements municipaux peuvent faciliter les marchés des agriculteurs viables en créant des politiques adéquates et en mettant à disposition des ressources (par exemple en autorisant les marchés sur les terres publiques). Un exemple de ceci est le programme de Greenmarket à New York. Il a pour objectif de stimuler la production dans les zones périurbaines de la région, tout en offrant aux consommateurs l'accès à de la nourriture locale fraîche et locale.

Les politiques qui renforcent le transport régional augmentent la capacité des producteurs urbains et des producteurs de nourriture à fournir des intrants, à accéder à la main-d'œuvre et à distribuer des produits. De plus, la création de politiques réalistes autour d'autres infrastructures clés telles que les abattoirs et les installations de transformation peut aider à l'approvisionnement local en nourriture.

#### *Protection des terres pour l'agriculture urbaine et périurbaine*

L'accès à la terre et la sécurité du droit de propriété sont des questions essentielles pour le secteur agricole. Le terrain autour des villes a des sols sains et productifs dans de nombreux endroits. Le terrain pour la culture est une ressource non renouvelable.

Le zonage doit être utilisé pour protéger les terres agricoles de l'expansion urbaine. Il est également important de s'assurer que l'infrastructure existe pour compléter la base territoriale. Dans les villes, de nombreuses politiques judicieuses existent pour s'assurer que les terres sont disponibles pour l'agriculture. Les subventions sont fournies par la ville de Gand pour s'assurer que les jardiniers sont associés à des terres temporairement disponibles. Le gouvernement de la ville de Toronto, au Canada, subventionne les coûts liés à la mise en place d'un jardin communautaire sur les parcs.

Le MUFPP contient également des recommandations concernant la politique foncière en ce qui concerne l'agriculture:

22. Appliquer une approche écosystémique pour guider la planification et la gestion holistique et intégrée de l'utilisation des terres, en collaboration avec les autorités urbaines et rurales ainsi que d'autres gestionnaires des ressources naturelles, en combinant les caractéristiques du paysage. Avec, par exemple, des stratégies de réduction des risques pour améliorer les possibilités de production agroécologique, la conservation de la biodiversité et des terres agricoles, l'adaptation au changement climatique, le tourisme, les loisirs et autres services écosystémiques.

23. Protéger et permettre l'accès sécurisé et l'occupation de la terre pour une production alimentaire durable dans les zones urbaines et périurbaines, y compris les terres pour les jardiniers communautaires et les petits producteurs, par exemple par l'intermédiaire de crédits fonciers ou de fiducies de terres communautaires ; fournir un accès aux terres municipales pour la production agricole locale et promouvoir une intégration aux plans et programmes de développement de la ville

Deux autres recommandations traitent de manière tangentielle la problématique :

5. Développer ou améliorer les systèmes d'information multisectoriels pour l'élaboration de politiques et la responsabilisation en améliorant la disponibilité, la qualité, la quantité, la couverture et la gestion, et l'échange de données relatives aux systèmes alimentaires urbains, dont la collecte formelle de données et les données générées par la société civile et d'autres les partenaires.

20. Promouvoir et renforcer la production et le traitement des aliments urbains et périurbains basés sur des approches durables et intégrer l'agriculture urbaine et périurbaine dans les plans de résilience de la ville.

#### *Réduction du gaspillage alimentaire*

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), estime qu'un tiers de tous les aliments produits pour la consommation humaine sont perdus ou gaspillés annuellement, tout au long de l'ensemble de la chaîne alimentaire : production agricole, gestion post-récolte, traitement, distribution et consommation (FAO, 2011) ([Perte et gaspillage de nourriture](#)).

Le pacte sur la politique alimentaire urbaine de Milan a identifié les déchets comme un domaine d'action. Les actions recommandées pour les municipalités comprennent:

34. Convoquer les acteurs du système alimentaire pour évaluer et surveiller la perte de nourriture et la réduction des déchets à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement alimentaire de la région de la ville (y compris la production, le traitement, l'emballage, la préparation sécuritaire des aliments, la présentation et la manipulation, la réutilisation et le recyclage) et d'assurer une planification holistique et design, la transparence, la responsabilité et l'intégration des politiques.

35. Sensibiliser à la perte et au gaspillage d'aliments par des événements ciblés et des campagnes. Identifier les points focaux tels que les établissements d'enseignement, les marchés communautaires, les magasins d'entreprises et d'autres initiatives de solidarité ou d'économie circulaire.

36. Collaborer avec le secteur privé avec des organismes de recherche, d'éducation et communautaires pour élaborer et revoir, le cas échéant, les politiques et réglementations municipales (par exemple, les procédés, les normes de qualité, les dates d'expiration, etc.) pour éviter les déchets ou récupérer en toute sécurité Les aliments et les emballages en utilisant une hiérarchie de « consommation d'aliments, pas de déchets » (« food use-not-waste »).

37. Économisez les aliments en facilitant la récupération et la redistribution pour la consommation humaine d'aliments sûrs et nutritifs, qui risquent, le cas échéant, d'être perdus, jetés ou gaspillés à partir de la production, de la fabrication, de la vente au détail, de la restauration, de la vente en gros et de l'hôtellerie.

D'autres se sont également intéressés à la question de la réduction des déchets alimentaires. L'Agenda 2030 pour le développement durable comprend 17 objectifs de développement durable qui sont pertinents pour le développement de l'agriculture urbaine. «D'ici 2030, réduire de moitié les déchets alimentaires mondiaux par habitant, aux niveaux du détail et de la consommation, et réduire les pertes de nourriture le long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte.» ([DÉVELOPPEMENT DURABLE](#)). En juin 2016, cet objectif a été réaffirmé par le Conseil européen lorsqu'ils ont adopté une liste d'actions visant à réduire les pertes et déchets alimentaires ([COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION pdf](#)).



Optionnel : pour plus d'informations lisez [Systèmes alimentaires régionaux et gestion des déchets alimentaires \(GIZ, FAO, RUAF, 2016\)](#)

### Expériences d'autres villes

Au cours des dernières décennies, les experts en politiques ont commencé à se pencher sur l'agriculture urbaine. Cela a abouti à de nombreux rapports intéressants qui mettent l'accent sur la façon dont l'agriculture urbaine peut être étendue. Nous allons maintenant examiner deux exemples récents.



Optionnel : pour plus d'informations lisez [Aperçu des politiques et programmes alimentaires urbains](#)

#### New York, Etats-Unis

*Five Borough Farm (« Cinq Fermes de Quartier ») était un long projet multifonctionnel de l'organisme à but non lucratif Design Trust for Public Space (« Conception de confiance pour l'espace public ») afin d'examiner et mesurer les possibilités de l'agriculture urbaine à New York et aux alentours. Il a abouti à la proposition d'une feuille de route pour l'avenir. La première publication de Five Borough Farm : Semer l'avenir de l'agriculture urbaine à New York (Seeding the Future of Urban Agriculture in New York City), a fait 30 recommandations dans cinq grands domaines :*

1. Formaliser le soutien du gouvernement municipal envers l'agriculture urbaine
2. Intégrer l'agriculture urbaine dans les politiques et les plans de la ville existants

3. Identifier les opportunités novatrices pour construire l'agriculture urbaine dans le paysage urbain
4. Aborder les disparités dans la Communauté de l'agriculture urbaine de New York
5. Financer l'agriculture urbaine

L'établissement d'une politique claire de l'agriculture urbaine et l'élaboration d'un plan visant à orienter son expansion future sont des préoccupations de premier plan. Les problèmes fonciers occupent une place prépondérante, avec des jalons tels que la cartographie de l'agriculture urbaine et la documentation sur les terres appartenant à la ville et celles privées qui pourraient être utilisées pour l'agriculture. Une recommandation très intéressante était de créer un médiateur de l'agriculture urbaine à New York. De nombreuses villes du monde entier ont besoin d'un bureau d'études qui pourrait aider à résoudre les conflits qui se produisent assez régulièrement au sujet de la culture dans les villes.

La nécessité d'intégrer l'agriculture urbaine dans les politiques et les plans existants de la ville est un autre domaine qui a besoin de réformes. La conservation du sol et le compostage sont mentionnés, tout comme l'intégration de l'agriculture urbaine dans le programme d'infrastructure verte de la ville.

Les recommandations sur l'identification des opportunités novatrices pour construire l'agriculture urbaine dans le paysage urbain impliquent la promotion des terrasses-jardins et le soutien aux projets urbains intermédiaires. Une recommandation économique clé est de renforcer l'infrastructure pour la distribution et la production d'aliments. Les achats par les services municipaux de la ville sont recommandés comme moyen de soutenir le secteur.

S'attaquer aux disparités dans le secteur de l'agriculture urbaine contient de nombreuses recommandations sur la façon de rendre l'information plus disponible et transparente. Il est également suggéré de soutenir le renforcement des capacités dans les zones mal desservies. La subvention complète les recommandations. Fournir un soutien pour la mise en contact des agriculteurs est une idée mentionnée.



Visionnez la vidéo [Cinq Fermes de Quartier : pourquoi prévoir/évaluer est important](#)

#### *Toronto, Canada*

Les réunions et les consultations avec le secteur de l'agriculture urbaine ont abouti à la publication d'un plan d'action en 2012. Le plan contenait 68 recommandations réparties sur 6 domaines :

- Connecter les producteurs à la terre et à l'espace
- Renforcer l'éducation et la formation
- Augmenter la visibilité et la promotion
- Ajouter de la valeur aux jardins urbains
- Cultiver des relations
- Développer les politiques de soutien

Le premier des quatre objectifs principaux a été mis en œuvre avec succès en novembre 2013, lorsque le Conseil municipal a adopté le Programme Agricole de Toronto, composé d'un comité directeur du secteur urbain, d'un groupe de travail du personnel et d'un plan de travail de 2013-2014 ([PROGRAMME AGRICOLE TORONTO](#)).

La dimension économique a été négligée dans cette politique de l'agriculture urbaine, de sorte que l'ajout de valeur à la production était une opportunité. Les recommandations portaient sur les problèmes de financement de l'agriculture urbaine et les besoins en infrastructures. Les principales recommandations de cette section comprennent de:

- Développer des installations pour la gestion post-récolte des aliments cultivés dans la ville

- Développer un réseau de centres alimentaires polyvalents à travers la ville (en combinant la culture de plants avec l'éducation alimentaire sur place, une vente directe, un cours de cuisine, etc.)
- Développer un éventail d'opportunités de transformation des aliments, y compris les installations de transformation alimentaire communautaires, à mi-échelle et commerciales
- Renforcer le financement de l'agriculture urbaine
- Relier les investisseurs sociaux et le capital de départ à des initiatives de recherche
- Créer des incitations à l'agriculture urbaine grâce aux subventions de la Ville
- Développer de nouveaux modèles de financement, tels que les concours qui amènent de la foule, pour financer les initiatives de l'agriculture urbaine
- Organiser une conférence de donateurs de fonds pour les former à l'agriculture urbaine



*Exercice 4.2.6. Répondez aux questions ci-dessous :*

1. Existe-t-il des exemples de mesures politiques et d'actions dans votre ville qui ont été très efficaces pour soutenir l'agriculture urbaine et les systèmes alimentaires sains d'une région ?
2. Quelles sont les recommandations et les plans d'action politiques qui sont les plus efficaces/nécessaires à la poursuite de l'agriculture urbaine et des systèmes alimentaires urbains sains dans votre ville ?

## 4.2.7 - Stratégies de lobbying politique

### *Introduction*

Les politiques de soutien à l'agriculture urbaine ne se rencontrent pas d'elles-mêmes. Nous savons aujourd'hui que les politiques d'AU réussies ne sont souvent mises en place que dans le cadre des demandes, des propositions et des stratégies de lobbying des politiques associées aux groupes d'intervenants directs et indirects. Dans ce sous-chapitre final, nous traitons ce qui est nécessaire pour des stratégies efficaces de lobbying politique. Nous commençons par différencier un plaidoyer/une mobilisation et le lobbying. Ensuite, nous examinons une stratégie de communication en six étapes qui guidera la façon dont le lobbying se produit. Enfin, nous examinons des exemples provenant de trois villes.

En essayant de vendre l'idée de l'agriculture urbaine comme un concept ou sous d'autres formes tels que les projets, les gouvernements doivent agir pour rendre les citoyens conscients de cette situation. Deux termes doivent être identifiés liés à cela. Plaidoyer est l'acte de défendre l'AU pour inciter au changement. Les résultats recherchés pourraient inclure la modification du comportement ou attitudes des populations ou la modification par un gouvernement de ses politiques et lois (FAO, 2011). Le lobbying est plus personnel et ciblé. Il peut être défini comme «l'acte de tenter d'influencer les entreprises et les dirigeants gouvernementaux à créer une législation ou à mener une activité qui aiderait une organisation particulière» ([Business dictionary](#)).

Les personnes qui font pression en faveur de l'agriculture urbaine sont les acteurs directs et indirects. Ces lobbyistes peuvent inclure des associations de producteurs, de transformateurs, d'entreprises d'infrastructure, d'agences de services sociaux, d'agences de promotion de la santé et de personnes

intéressées à promouvoir la profession, comme les urbanistes et les universitaires. Le lobbying peut servir à bien des fins, y compris la participation à des solutions perçues pour résoudre un problème, en préconisant l'AU au nom de certains groupes ou individus et en soulignant des problèmes avec une politique proposée (FAO, 2011).

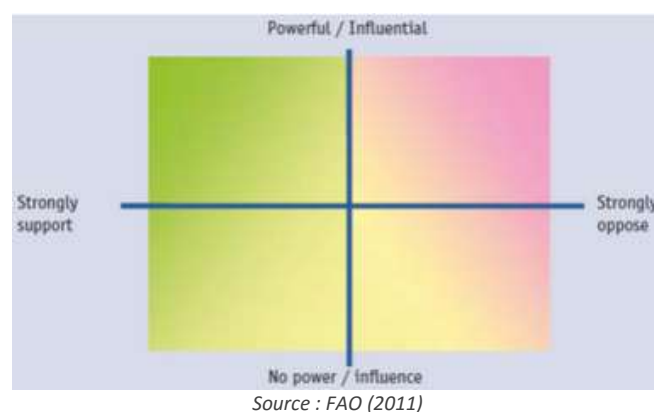
De plus, les organisations internationales (comme la RUAF) jouent un rôle important dans la promotion de l'agriculture urbaine au niveau local et international. Ils fournissent aux parties prenantes les outils pour faire pression pour des changements politiques progressifs et des stratégies alimentaires urbaines en faveur de l'agriculture urbaine.

Un des objectifs de toute stratégie de lobbying est d'avoir une stratégie claire de communication. Les outils de communication alimentaire FAO (2011) identifient six étapes:

1. Identifiez et analysez votre public,
2. Définissez vos objectifs de communication,
3. Décidez des messages à transmettre à votre public,
4. Sélectionnez les moyens de communication,
5. Créer un plan de travail de communication,
6. Évaluez vos activités de communication.

### *Le public visé*

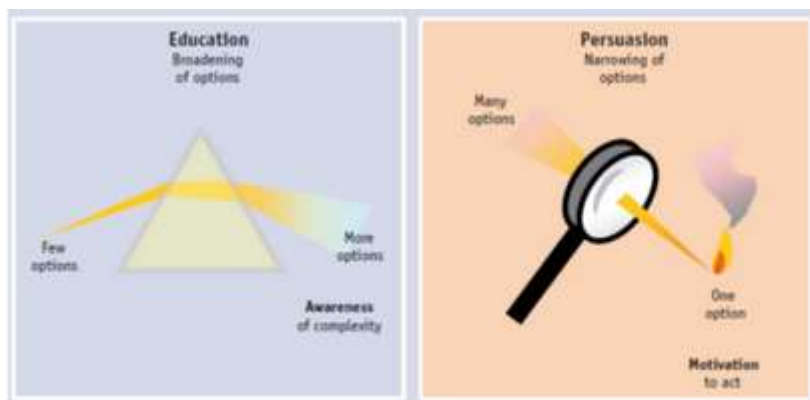
La première question qui doit être posée est : sur qui doit on faire pression ? Parfois, la réponse sera évidente, d'en d'autres cas non. Le diagramme suivant vous permet de cerner les individus et les organisations que vous souhaitez convaincre en vous demandant de quelle manière vous percevez leur pouvoir et leur influence :



D'après le diagramme, les personnes et les organisations du quadrant supérieur gauche identifient le meilleur public à persuader et sur lequel on doit faire pression. Le quadrant supérieur droit est également important car lorsque vous faites du lobbying, vous devez parler à tous, pas seulement aux gens d'accord avec vous. Dans ce quadrant supérieur gauche, vous êtes susceptible de trouver le «champion», la personne qui va fortement vous défendre et orienter la problématique ou la politique en votre faveur.

En choisissant quel(s) message(s) vous souhaitez transmettre, il est important de faire une distinction entre la sensibilisation et la persuasion. La sensibilisation vise à informer un individu ou une entité d'une manière générale, par exemple, sur les avantages sociaux que l'agriculture urbaine peut fournir à la ville. La persuasion est beaucoup plus spécifique. Ici, il est probable que la personne faisant pression tentera de convaincre les décideurs/les responsables d'opter pour une option spécifique. En prenant l'exemple précédent, un groupe de personnes faisant pression pourrait essayer de trouver un politicien pour soutenir une augmentation du financement des jardins scolaires. Ces concepts sont illustrés dans le schéma suivant:





Source : FAO (2011)

Le point le plus important à souligner est la nécessité d'être préparé. Vous devriez avoir une forte assurance lorsque vous parlez de votre sujet. Si vous êtes en réunion en face-à-face, il est fort probable que vous parliez à une personne investie et très informée sur le sujet. De plus, un individu bien préparé connaîtra les points de vue de la personne avec qui il se réunit.

### *Moyens de communication à utiliser*

Les moyens de communication se réfèrent aux manières et aux outils disponibles pour transmettre votre message au destinataire ciblé. Les stratégies de lobbying et les tactiques employées dépendent du message que vous essayez de transmettre. Les messages peuvent aller de la sensibilisation à un problème pour défendre le libellé d'une politique qui doit se produire.

Il existe plusieurs façons de communiquer avec les décideurs ou le personnel technique qui fournissent des recommandations directes aux décideurs. Parmi les méthodes les plus utilisées, on peut citer:

- Les séminaires politiques, les réunions et les exposés oraux sensibilisent à la prise de conscience et à la compréhension des décideurs au sujet des problématiques discutées. Cela concerne le potentiel de développement de divers systèmes et technologies de l'agriculture urbaine dans diverses parties de la ville. Ces techniques peuvent également aider à susciter la motivation et l'engagement des participants à collaborer à la formulation de nouvelles politiques et à la planification d'actions. Les conclusions et les accords convenus au cours des discussions peuvent être inclus sous la forme d'une déclaration officielle, d'un programme de travail ou d'un accord ou d'un protocole d'accord. De tels documents fourniront également aux parties prenantes une base solide pour le suivi et le partage des résultats de la réunion et des rencontres avec d'autres personnalités.
- Organiser des visites sur site pour favoriser la prise de conscience directe des avantages de l'agriculture urbaine est un moyen de lobbying très efficace à utiliser. De telles visites permettent de communiquer efficacement sur les besoins de l'agriculture urbaine et de démontrer des résultats. Cela peut permettre aux acteurs de l'agriculture urbaine d'avoir l'opportunité de faire part de leurs préoccupations et besoins, tout en amenant les décideurs à être plus clairvoyant dans les solutions qu'ils proposeront.
- Les autres méthodes utilisées incluent des brochures, des vidéos, des blogs, des voyages d'étude, des campagnes de médias sociaux, entre autres.

Construire un regroupement d'organisations partageant les mêmes idées peut amplifier votre message et laisser à votre objectif une meilleure chance d'être accompli.



Visionnez la vidéo [Successful lobbying for financing investments in cycling](#)

## Exemples

### Bristol

Cette ville du Royaume-Uni est connue pour ses politiques et initiatives alimentaires et agricoles. Les initiatives remontent à des décennies, mais nous nous concentrerons sur certains développements récents. La force de Bristol réside dans le fait que de nombreuses organisations et individus sont impliqués dans le travail des systèmes alimentaires. Le Réseau Alimentaire de Bristol (Bristol Food Network) coordonne la communication entre ses 900 membres. En 2009, ils ont créé une «Stratégie alimentaire durable pour Bristol». Ce fut l'un des moyens utilisés pour poursuivre le dialogue avec les membres du gouvernement. Les autres moyens de lobbying qu'ils emploient comprennent le dialogue lors de conférences, de séminaires et d'un jour dans une ferme biologique avec des traiteurs (Carey, 2013). Cela a été suivi en 2011 avec le projet *Qui nourrit Bristol? Vers un plan alimentaire résilient (Who Feeds Bristol? Toward a resilient food plan)*. Ces rapports ont été des ressources utiles grâce auxquelles les militants du système alimentaire ont fait pression, avec un certain succès, afin d'inciter au changement (Reed et Keech, 2015). Pourtant, malgré certaines avancées, il existe quelques tensions. À l'heure actuelle, la ville de Bristol n'a toujours pas de stratégie alimentaire.

### Rotterdam

L'agriculture urbaine est une activité populaire à Rotterdam avec plus de 100 initiatives actives actuellement en cours en plus des jardins collectifs. L'association Eetbaar Rotterdam (Rotterdam comestible) préconise l'agriculture urbaine depuis 2007. Ils rassemblent l'expérience de nombreuses disciplines pour favoriser un développement agricole urbain dans la ville.

Rassemblant différentes disciplines, Eetbaar Rotterdam a stimulé et initié l'agriculture urbaine à Rotterdam, car ils estiment que l'agriculture urbaine peut être grandement bénéfique à la ville. Un important moyen de relever le profil de l'agriculture urbaine a été le rapport de 2011 pour l'agriculture urbaine à Rotterdam (Ruimte voor Stadslandbouw à Rotterdam). Ce rapport crée une carte d'opportunité pour l'agriculture dans la ville.

Un conseil régional de l'alimentation est également présent dans la ville. Composé de chercheurs, d'entreprises, du secteur de l'agriculture, d'éducateurs et d'autorités municipales, le Food Council se concentre principalement sur la promotion des chaînes alimentaires régionales, la santé, l'éducation et l'économie circulaire. Les réunions sont utilisées pour l'association et l'échange d'idées, tout en formulant à la municipalité des recommandations à considérer.

### Toronto

L'agriculture urbaine est un passe-temps important et une activité de plus en plus professionnelle pour les personnes à Toronto. Le lobbying pour l'agriculture urbaine a pris de nombreuses formes. Le Toronto Food Policy Council a été créé en 1991. Cela a fourni une excellente plate-forme pour que les membres et le grand public proposent des mesures pour favoriser l'agriculture urbaine. En 2012, la Politique alimentaire de Toronto (Toronto Food Policy) a appuyé avec enthousiasme le Plan d'action pour l'agriculture urbaine GrowTO ([PLAN D'ACTION DE L'AGRICULTURE URBAINE](#)) qui était une initiative de la société civile visant à étendre l'agriculture urbaine. Dans ce cas, la coalition formée par le comité directeur de GrowTO était composée de divers intervenants tels que les agriculteurs, les universitaires, les architectes, les organismes environnementaux et un écrivain traitant de sujets autour de la nourriture. Le rapport comprenait de nombreuses recommandations, dont certaines ont été prises en compte. Une étape importante a été la création du Programme d'agriculture de Toronto (Toronto Agriculture Program) en 2013. Le défi pour la

société civile est de savoir comment faire pression pour faire en sorte que l'enthousiasme des dernières années ne se perde pas.



## 4.3 – Réseaux et entreprises – le cas COFAMI

### *Introduction*

Les réseaux et la gouvernance sont des piliers importants, mais surtout des barrières de sécurité pertinentes qui doivent être considérées comme nécessaires pour les entreprises agricoles urbaines. Ce chapitre 4.3 réduit l'apport précédent de 4.1 «Problèmes de gouvernance et réseautage» et 4.2 «Questions juridiques et politiques». L'aspect des chaînes de valeur agricole du secteur agroalimentaire et la relation de l'État, du marché et de la société civile constituent la base de ce chapitre.

*[Un aperçu des chaînes de valeur agricole (chaînes longues et courtes) suivront dans les chapitres spécifiques du Module 5]*

### 4.3.1 – Réseaux et entreprises

#### *Introduction*

Tout d'abord, visionnez cette vidéo composée de trois parties présentant un aperçu de certaines organisations de producteurs urbains. Elle met l'accent sur le rôle important des organisations regroupant les gouvernements locaux et nationaux, les organisations de la société civile et d'autres pour faciliter le développement d'importantes organisations d'agriculteurs urbains, en montrant des exemples d'étude de cas comme ceux d'Amsterdam (Pays-Bas), Dakar (Sénégal), Hyderabad (Inde), et Rosario (Argentine).



Visionnez la vidéo [Strengthening organisations of urban producers](#)

En gardant à l'esprit ces informations de base sur l'importance des organisations de producteurs urbains, ce sous-chapitre se concentre sur COFAMI (Collective Farmers Marketing Initiatives).

COFAMI - "Encourager les initiatives collectives de commercialisation des agriculteurs" a été financé dans le cadre du 6e programme de recherche de l'UE. Dix partenaires du projet des Pays-Bas, de la Suisse, de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Lettonie, de l'Italie, du Danemark, de la Hongrie et de la République tchèque ont travaillé ensemble pour identifier les facteurs sociaux, économiques, culturels et politiques qui limitent et/ou permettent la création et développement du recueil d'initiatives de commerce.

#### *Caractéristiques des COFAMI en Europe - extrait du site web COFAMI*

Au cours de la dernière décennie, on peut constater une large variété de nouveaux types d'initiatives de commercialisation collective qui peuvent être considérées en partie comme des réponses actives des agriculteurs face à la différenciation des marchés alimentaires, et permettant l'évolution des exigences sociétales en matière de zones rurales ainsi qu'une attention croissante de politiques axées sur des stratégies de développement rural et régional plus intégratives. Beaucoup d'initiatives COFAMI récentes peuvent être comprises comme des réseaux polyvalents qui combinent la commercialisation de produit à l'apprentissage collectif, et l'action stratégique collective avec d'autres acteurs tels que les consommateurs, partenaires de la chaîne alimentaire, organisations sociétales, institutions politiques, services consultatifs agricoles, etc.

Les activités de coopération ont d'abord émergé dans les régions où prédominait la petite agriculture. L'objectif principal était d'améliorer la situation économique difficile de ces agriculteurs. Alors que dans le Nord-Ouest de l'Europe, l'Europe méridionale et la région Alpine, l'évolution des coopératives se caractérise par une continuité relative, il y a eu des ruptures de développement en raison des changements de régime en Europe Centrale et Orientale. Là bas, le «traumatisme de la collectivisation», engendrant une connotation négative à l'action collective, ne commence que lentement être surmonté.

De manière générale, les trajectoires historiques varient considérablement selon les discours, les mesures politiques et contextes différents. L'ampleur des coopératives d'agriculteurs traditionnelles est assez hétérogène selon les régions, les pays et même les secteurs. Cependant, les coopératives traditionnelles jouent toujours un rôle relativement important dans les pays où elles ont évolué de manière continue. Parallèlement, on observe une apparition de nouvelles approches prometteuses pour la commercialisation collective des agriculteurs. (site web de COFAMI, Août 2016).

Lisez, s'il vous plait :

[Facteurs limitant et favorisant des COFAMIs : résultats d'une analyse comparative de la situation et des tendances dans 10 pays européens. Journal of Hunger and Environmental Nutrition.](#)

et

[Facteurs limitants et favorisant des COFAMIs : résultats d'une analyse comparative de la situation et des tendances dans 10 pays européens.](#)



*Exercice 4.3.1. Définissez COFAMI, nommez trois types communs de COFAMI et décrivez brièvement un type COFAMI de votre choix.*



*Exercice 4.3.2. En regardant la vidéo d'introduction et en lisant les deux articles, pensez aux avantages et aux inconvénients des grandes associations de producteurs et surtout des COFAMI en mettant l'accent sur les régions urbanisées. Résumez vos idées en une liste ou un texte d'au plus une page.*